

Chili : Entrée en vigueur d'une loi controversée sur la sécurité

Image not found or type unknown



La Havane, 11 avril, (RHC)- La loi controversée Naín-Retamal, qui élargit les pouvoirs des forces de sécurité chiliennes en matière d'utilisation des armes, a été publiée ce lundi au Journal officiel et est entrée en vigueur à l'issue d'un processus législatif expéditif.

Le texte crée le concept de "légitime défense privilégiée" qui accorde des avantages procéduraux aux carabiniers, enquêteurs ou membres des forces armées lorsqu'ils tirent si, à leur avis, leur vie et leur intégrité physique ou celles de tiers sont en danger.

Plusieurs organisations, dont le syndicat des travailleurs de l'Institut national des droits de l'homme, ont averti que cette loi favorisait un niveau d'impunité très élevé et créait un scénario dans lequel les victimes

de violations de leurs droits étaient laissées sans justice.

Ils rappellent également les actions des carabiniers lors des troubles sociaux de 2019, au cours desquels de nombreuses personnes sont mortes, des centaines ont subi des blessures graves avec des conséquences permanentes, telles que la perte de la vue, et des milliers ont été détenues arbitrairement.

L'initiative controversée, désormais convertie en loi, a été discutée et approuvée en un temps record dans les chambres des sénateurs et des députés après la mort en service du sous-officier Rita Olivares.

Alors qu'elle était déjà au sein de l'exécutif, un autre carabinier, le caporal Daniel Palma, a été abattu de deux balles au visage, ce qui a conduit à sa promulgation rapide avant même que plusieurs objections à son contenu n'aient été envoyées à la Cour constitutionnelle.

Outre le projet de loi Nain-Retamal, plusieurs amendements au code pénal, visant à alourdir les peines dans les cas d'enlèvement, sont également entrés en vigueur, ainsi que la création du délit d'extorsion.

Cette semaine, les sénateurs et les députés doivent examiner d'autres textes législatifs relatifs à la sécurité, notamment un texte visant à poursuivre et à punir les meurtres contractuels.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/319319-chili-entree-en-vigueur-dune-loi-controversee-sur-la-securite>



Radio Habana Cuba